INSTITUTION D'UNE CARTE-CARBURANT

Le discours confus du gouvernement

Une carte plafonnant la consommation des carburants subventionnés sera-t-elle instituée ? Le discours du gouvernement reste à ce jour assez élusif, assez confus, ambigu.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - La consommation de carburants en Algérie sera-t-elle plafonnée par une carte ? Les automobilistes devront-ils payer leurs carburants aux prix actuels jusqu'à un certain niveau et une fois ce plafond dépassé, payer l'essence ou le gasoil à des prix plus élevés ? Ou bien les usagers ne pourront-ils plus consommer qu'un certain volume, un quota de carburants ? Un questionnement qui semble trouver une solution dans le projet de loi de finances complémentaire pour 2015.

En effet, un article propose l'octroi d'un volume plafond de consommation des carburants à prix soutenus. Il s'agit d'une dotation prédéterminée pour les propriétaires de véhicules, toutes catégories confondues, plafonnant la consommation du carburant soutenu, à travers l'institution d'une carte-carburant. Ainsi, les quantités de carburant dépassant le plafond des carburants soutenus seront écoulés à la pompe à un prix «substantiellement soutenu», soit élevé. Considérant que la généralisation du soutien du prix de l'essence «ne s'accommode plus avec la conjoncture actuelle, ce qui impose de mettre en place un instrument régulateur de consommation des carburants», les concepteurs de la LFC 2015 estiment que l'institution de cette carte permettra de «consolider les efforts consentis par le gouvernement pour freiner la facture des importations ainsi que le gaspillage qui en découle et pour limiter la sortie de la devise qui devient de plus en plus une charge pesante sur le Trésor public». Or, le gouvernement manque de clarté à ce sujet. Ainsi, le ministre des Finances considérait récemment que le projet de LFC n'était pas encore finalisé, «dans les labos».

Abderrahmane Benkhalfa laissait entendre en fait que l'institution d'une telle carte-carburant n'était qu'au stade de projet, d'une idée à maturer. Ce qui suppose que la mouture définitive de la LFC qui sera soumise à l'aval de l'exécutif, en Conseil du gouvernement et des ministres, pourrait contenir une version différente.

De son côté, le ministre de l'Energie éludera toute référence à une carte de plafonnement, à un quelconque quota, accentuant encore le doute. «C'est vous (la presse) qui le dites», répondra Salah Khebri à une question sur l'institution d'une telle carte.

Le ministre de l'Energie assurera, ce faisant, que le gouvernement n'envisage aucun rationnement mais uniquement la rationalisation de la consommation. Salah Khebri évoquera davantage une «étude» du gouvernement sur «les meilleurs moyens à mettre en place pour limiter le gaspillage et éviter la contrebande, sans toucher à l'utilisation rationnelle des carburants par les citoyens». Ce que le Premier ministre confirmait avant-hier, sans néanmoins évoquer la mise en place d'une carte. Ainsi, Abdelmalek Sellal indique que le gouvernement réfléchit à la rationalisation de la consommation de carburants. Relevant, à l'instar du ministre de l'Energie, l'ampleur du gaspillage en interne et la contrebande, Abdelmalek Sellal considérera ainsi la nécessité que «les Algériens s'entraident». Il appellera ainsi les usagers à participer à l'allègement de la facture publique, en acceptant donc de payer davantage ou de freiner leur consommation. Or, d'un côté l'exécutif ne précise pas le contenu des mesures de rationalisation escomptée et d'autre part, la mise en place de la carte-carburant est déjà concrétisée.

Photo : DR

Perspective d'une rationalisation de la consommation du carburant.

En effet, une entreprise privée, spécialisée dans la production et personnalisation de cartes à puce, a obtenu auprès de l'entreprise Naftal un marché de fourniture. A ce titre, les stations-services de Naftal devront s'équiper à terme, vers la mi-2016 peut-être, de terminaux de paiement par carte à puce du carburant.

En lançant donc la réalisation de cartes-carburants, le gouvernement entérine donc une option sur laquelle son discours reste assez ambigu. Mais peut-être à dessein, dans un souci de recherche de la paix sociale.

C. B.

SELON LE FFS

L'Algérie est plus que jamais à la croisée des chemins

Sévère constat que celui qu'établit le FFS de la situation du pays 53 ans après le recouvrement de son indépendance nationale.

Pour le plus vieux parti d'opposition, la célébration de cet événement aurait dû être un moment de communion autour d'un bilan collectif et d'un projet d'avenir commun.

Un constat qui, selon un communiqué du parti signé de son Premier secrétaire national, vaut pour les institutions nationales les plus hautes de l'Etat aussi bien que pour la plus petite commune du pays. Pour le FFS, on assiste à une «cacophonie» et à la dégénérescence institutionnelles. Ce n'est pas seulement le président de la République qui est «malade», «paralysé» et «inaudible» : c'est tout le pays.

Et d'étayer son constat par les «dysfonctionnements institutionnels trop nombreux» allant du «Conseil des ministres qui ne se réunit pratiquement jamais, au Parlement considéré comme une simple chambre d'enregistrement sans possibilité de constituer de commissions d'enquête sur les scandales financiers ou sur la situation au Sud ou à Ghardaïa».

Le FFS évoque également «les mesures économiques prises dans un tel cadre institutionnel déliquescent, et dont la finalité, sous couvert de libéralisation du marché autant que sous couvert de protection de l'économie nationale, n'a cessé de servir des relais du clientélisme et de la corruption». «L'alacrité» qu'a pu louer un dirigeant étranger est seulement celle de l'argent de la rente qui coule hors de tout contrôle démocratique et celle des pans de souveraineté nationale qui glissent dans l'informel mafieux ou vers les ingérences extérieures pour une «recolonisation globalisée» à peine déguisée.

L'Algérie qui a, estime encore le FFS, déjà payé un prix terrible à la violence et au terrorisme, «n'est ni à l'abri d'une rechute ni un exemple de victoire contre les facteurs de régression politique, de division sociale et de déroute économique».

Et 53 ans après la proclamation de l'Indépendance nationale, l'Algérie est plus que jamais à la croisée des chemins : «ou elle prendra le chemin de la construction d'un consensus national qui préserve les acquis historiques et jette les bases solides d'une volonté nationale souveraine pour faire face aux périls, ou elle s'effondrera dans le fracas des divisions mortifères qui ravagent aujourd'hui de nombreux Etats du monde».

M. K.

LE CAR-FERRY *ELYROS* FAIT ESCALE AU PORT D'ALGER

Pari gagné pour l'ENTMV

***Le car-ferry* Elyros *affrété par l'ENTMV pour trois mois soit du 23 juin au 23 septembre prochain et battant pavillon grec a fait, hier, son entrée au port d'Alger*.**

En provenance de Marseille et à son bord près de deux cents passagers, le navire d'une longueur de près de 200 mètres renforcera durant la période estivale la flotte de l'ENTMV. C'est un car-ferry moderne et répondant aux nomes de la navigation maritime, que les responsables de l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs ont réceptionné, hier, au niveau du port d'Alger.

A son bord, près de 200 personnes, le car-ferry est appelé à assurer des liaisons triangulaires, soit des rotations entre les ports d'Oran, d'Alicante et d'Alger. Hier, à son entrée au port d'Alger, le car-ferry *Elyros* a officiellement donné le coup d'envoi de la grande saison des voyages de la période estivale. D'ailleurs, joie et satisfaction se lisaient sur les visages des responsables de l'ENTMV, qui comptent selon leurs dires «capitaliser au maximum cet affrètement».

Pour le premier responsable de l'entreprise, M. Ahcène Graïria, «avec cette affrètement, la flotte de notre entreprise fera face à l'importante demande qui interviendra à la fin du mois de Ramadhan».

D'une capacité d'accueil de 1 600 passagers pour 771 lits et 600 fauteuils ainsi que 600 véhicules, le car-ferry *Elyros* est doté de structures modernes, ce «qui mettra les voyageurs dans les meilleures conditions de voyage». En somme, *Le Elyros* construit en 1998 au Japon et racheté par l'armateur Anek Lines en 2007 avait subi des transformations majeures telles que les extérieurs.

D'ailleurs, avec cet «affrètement, les responsables de l'ENTMV ont remporté leur pari à mettre à la disposition de leur clientèle les meilleures conditions de voyage».

Pour rappel, le car-ferry en question était au centre d'un litige au lendemain de son affrètement par la partie algérienne.

Un problème de certification était à l'origine de ce litige qui a été dénoué deux jours après son immobilisation au niveau du port de Marseille.

A. Bettache

SIDI CHAÏB (SIDI-BEL-ABBÈS)

Trois chasseurs blessés dans l'explosion d'une bombe

La forêt de Sidi Chaïb dans la daïra de Marhoum au sud de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès a été, tôt dans la matinée de dimanche dernier, secouée par l'explosion d'une bombe artisanale qui était dissimulée dans une sente alors que trois paisibles citoyens s'adonnaient à uneÒ partie de chasse.

Le puissant souffle de l'engin les projeta à plusieurs mètres. Tous trois ont été blessés, cependant, deux d'entre eux sont dans un état critique. Les victimes ont été acheminées vers l'hôpital de Telagh.

Aussitôt, les services de sécurité ont investi les lieux car c'est sûrement l'œuvre de terroristes qui est à l'origine de ce drame.

A. M.